l'écologie est-elle un humanisme?

Chargé de «plancher» à Strasbourg devant les amis de Michel Rocard sur les enjeux politiques de l'écologie, Jean-Pierre Sueur a pris le problème à la racine : toute passion politique n'est-elle pas assise - explicitement ou non - sur une position philosophique ? C'est donc à partir d'une question philosophique, que le député-maire d'Orléans déploie ici sa réflexion politique sur l'écologie. Une réflexion qui s'élargit à l'Europe grâce à Gérard Fuchs, parlementaire européen, s'enrichit de l'intervention d'Alain Richard et se conclut, ou plutôt s'ouvre, selon le souhait de Gérard Lindeperg, à un débat approfondi dans les Clubs et les sections.

«Faut-il se peindre en vert?... Comment ne pas voir dans la fébrilité avec laquelle nos partis et différents courants de pensée cherchent à se peindre en vert, une forme d'opportunisme, qui, comme toujours, cache un refus de penser?»... Pourtant, c'est bien de cela qu'il s'agit car :»les questions auxquelles nous sommes confrontés avec l'écologie sont d'abord des questions philosophiques». Jean Pierre Sueur, député-maire d'Orléans, fort de l'action qu'il mène dans sa ville depuis 20 ans pour la prise en compte de l'environnement par le moyen de la démocratie locale, s'appuie pour lutter contre «l'opportunisme vert» et le «déficit de la pensée» qu'il recouvre sur trois valeurs fondamentales: humanisme, démocratie, égalité. C'est à partir de ces repères que la pensée politique se doit d'interpeller l'écologie: «A côté d'infinies richesses, dans la mouvance écologiste, l'idée semble se répandre selon laquelle l'intervention de l'homme dans la nature serait par essence une pollution, et le progrès se traduirait par une perversion ou par une destruction d'un ordre naturel des choses qu'il faudrait à tout prix préserver. Le terme préserver est d'ailleurs significatif : préserver des agissements humains».

Pour Jean-Pierre Sueur, cette idée, rarement explicite, renvoie d'abord à une tradition philosophique. Du bon sauvage de Rousseau, fondu dans la nature, et que la société pervertit, à Philippe Pétain et son culte de la terre, cette tradition conçoit l'homme social comme extérieur à une nature distincte de lui et par définition «naturellement bonne». Ce n'est donc pas par hasard si certaines thèses «environnementalistes» aboutissent à la négation du champ politique: «d'après ces thèses, toutes les politiques - y compris celles de Le Pen - se valent en regard de l'intégrité de la nature, conçue comme nature-sans-l'homme.

Intégrisme écologique

Cette attitude mérite le nom d'intégrisme écologique puisqu'elle fonde l'identité du mouvement écologiste dans le culte d'une pure nature, une nature absolue, autour de laquelle devrait s'ordonner l'action politique, en une prétendue «alternative globale» au champ politique. Cette alternative est un leurre, qui occupe la place laissée vacante par l'utopie, et qu'il faut combattre: car dans ce système de pensée, l'amour de la nature a trop souvent pour corollaire la haine des hommes. «L'aspiration à un univers restitué à sa virginité primordiale», comme l'écrivait Marcel Gauchet dans un récent numéro du Débat, tend à exprimer à travers «le rêve édenique d'une nature délivrée du fléau des hommes»... l'hostilité de l'homme à son semblable, l'espèce humaine, qui par excellence pollue.

Or l'intervention de l'homme sur son milieu a été à l'évidence source de fabuleux progrès. On ne peut rien fonder sur la méconnaissance de ce fait essentiel - il suffit de se pencher sur l'histoire de la médecine et de l'hygiène. Il est tout aussi vrai que ce progrès s'est accompagné d'effets dévastateurs pour l'homme et sa planète. Mais la réponse à l'intégrisme écologiste se trouve dans deux notions qui lui sont étrangères, car elles relèvent de l'humanisme: la démocratie et la justice.

Ainsi on sait aujourd'hui que Tchernobyl est d'abord un effet du manque de démocratie, et qu'à l'Est, la prolifération des catastrophes écologiques est immédiatement liée à la coercition et au totalitarisme. Dans un système qui se veut démocratique, les catastrophes écologiques renvoient à un mauvais exercice de la démocratie: le plein exercice des droits d'accès à l'information, à l'enquête, à la polémique, à l'expertise indépendante et à la libre expression est le seul moyen d'éviter de telles catastrophes. C'est donc au nom de la Démocratie que l'humanisme écologique s'oppose à la démission du libéralisme devant la *main aveugle* du marché qui se sert de l'homme plutôt qu'il ne le sert, et, avec autant de force, au collectivisme totalitaire au sein duquel la décision est confisquée par un individu ou/et une caste.

LE GRAND MARCHÉ

Les frontières commerciales doivent disparaître en 93 : la libre circulation des produits implique l'harmonisation des normes. Souvenons-nous de Tchernobyl ! En matière d'environnement, la traditionnelle formule «Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au delà» ne doit pas avoir cours : il faut que les normes soient les mêmes dans les douze pays de la communauté, faute de quoi il resterait des entraves aux échanges».
G.F.

• • •

Car ce qui vaut pour l'environnement vaut pour l'homme: «De Soljenitsyne à Kundera» rappelle Jean-Pierre Sueur, «les romanciers ont amplement illustré les millions de catastrophes humaines engendrées par le communisme. Autrement dit, ce qui arrive à l'environnement n'est pas différent de ce qui arrive à l'homme, et les deux phénomènes ont la même cause, qui est l'absence de démocratie... Il n'y a pas de déterminisme écologique sur l'ensemble des problèmes politiques. C'est l'inverse qui est vrai: l'absence de démocratie a pour effet les désastres écologiques». On ne peut donc pas ramener le champ politique à l'intérieur d'une totalité écologique, et on aurait tort de croire, comme le fait «l'intégrisme écologiste», que la question de l'environnement ordonne le politique, et que par contre «le système politique en vigueur, libéral ou collectiviste, les modes de production, les rapports à l'intérieur de la production, tout cela est neutre, second, voire secondaire par rapport à l'intégrité de la nature. Les problèmes de démocratie sont forcément premiers».

Exploitation

«De même l'injustice, l'inégalité est source de dégâts pour l'environnement. Ce n'est pas un hasard si le même mot d'exploitation exprime à la fois la mise en valeur du sol, sa destruction éventuelle, et aussi l'idée de domination: les saccages écologiques sont d'abord le produit de l'exploitation au sens de domination. Ce n'est pas un hasard si tous les pays du sud souffrent de ce qu'on a détruit leurs équilibres écologiques, et de ce qu'on a soutiré, sans contrepartie décente, leurs ressources naturelles au bénéfice des pays du nord».
Or l'intégrisme écologiste n'apporte aucune réponse aux questions de la démocratie et de l'égalité: «s'agissant de la démocratie, la pensée écologique bute immédiatement, en son propre domaine, sur la question de savoir qui décide, comment et selon quelles procédures... questions incontournables. Quand à l'égalité, on ne voit pas comment le respect le plus attentif possible de l'environnement engendrerait spontanément une société moins inégalitaire. Il n'y a pas de lien de cause à effet entre la défense de l'environnement comme principe d'action et une société plus ou moins juste».

Un mouvement, pas un parti

L'écologie doit donc s'exprimer par un mouvement, ou une mouvance, et non par un parti, puisqu'elle n'apporte en elle-même pas de réponse aux deux questions centrales de la politique: l'extension de la liberté et le combat contre l'injustice... Sauf à ce que se cache sous le nom de «parti écologiste» un parti qui reprendrait à son compte, sous prétexte d'écologie, le double idéal du socialisme démocratique: progresser vers l'égalité et la liberté. Et pour Jean-Pierre Sueur, si un tel parti réussissait, «il s'agirait, en fait, d'un parti socialiste bis, qui aurait repris, à travers l'écologie, nos idéaux, et ce serait évidemment le signe que le PS n'aurait pas fait son travail».
Enfin, la question écologique appelant celle, fondamentale, du sens du progrès, il serait aussi hâtif d'affirmer que l'homme ne peut rien maîtriser, que de prétendre qu'il peut tout maîtriser: ce que l'écologie signifie à l'humanisme, c'est que l'homme doit maîtriser le progrès, afin que c'en soit véritablement un, pour lui-même et donc pour son environnement.

Le défi humaniste

Cet humanisme écologique appelle un approfondissement de la démocratie, et, dans les faits, une extension des droits des associations. Une décentralisation renforcée, dans laquelle les pouvoirs dévolus aux différentes instances correspondront mieux à leur représentativité réelle, et la Région sera une véritable instance d'aménagement du territoire. Il appelle une extension de la séparation des pouvoirs et des droits du parlement qui permettent des investigations approfondies, de manière à ce que l'on sorte de situations absurdes où l'on voit - pour ce qui est du nucléaire par exemple - l'expertise de la décision dépendre largement des décideurs eux-mêmes.
«L'humanisme écologique appelle, en outre, une politique et une gestion plus égalitaire (ou moins inégalitaire) de l'espace. C'est un important défi qui, là encore, ne saurait être relevé avec une confiance aveugle dans les lois du marché. Il s'agit de dépasser tous les poujadismes dans une véritable maîtrise de l'espace, conçu comme bien commun».
Vaste défi, et vaste chantier qui doit venir a bout de la spéculation des centres villes, de l'anonymat des banlieues, du mitage des paysages suburbains, de la désertification de départements entiers, et organiser la distribution dans l'espace des activités industrielles et commerciales, des infrastructures. Aussi, «le défi écologique appelle une grande politique d'aménagement du territoire, qui s'impose à la plupart des ministères et des décideurs, et qui soit l'un des actes majeurs du gouvernement, pour le court et pour le long terme».

TARTUFFE

«On fait aujourd'hui des manipulations génétiques sur les végétaux... On sème ça quelque part. Que va-t-il se passer ? L'effet peut être dramatique et destructeur d'espèces. Les Allemands sont en pointe sur ce dossier épineux en ce qui concerne l'intérêt de l'environnement : ils sont contre toute tentative de plantation des végétaux génétiquement modifiés. On se dit «Quand même, ce sont de bons écologistes»... Mais en y regardant de plus près, on s'aperçoit que les Allemands n'ont pas de labos qui s'occupent de manipulation génétique sur les végétaux. Tandis que la France, elle, en a ! Voici comment ce qui apparaît être une querelle théologique recouvre des intérêts industriels de recherche et de développement tout à fait considérable.» **G.F.**

• • •

«Une telle politique ne saurait, bien entendu, se limiter au territoire national. Il faut donc mettre en oeuvre au niveau mondial une politique de gestion de l'espace et des ressources naturelles plus égalitaire, mieux maîtrisée: l'enjeu en est le bien commun de 6 milliards d'êtres humains. Formidable défi, que toutes celles et tous ceux qui se réclament du socialisme démocratique doivent avoir le souffle et l'audace d'affirmer et de relever».

EFFET DE SERRE

« Tout le monde est évidemment pour la limitation des oxydes de carbone dans l'atmosphère. Mais certains sont plus «pour» que d'autres. Bizarrement, nos voisins de la RFA sont moins en flèche sur ce sujet que sur les manipulations de végétaux : c'est qu'ils subventionnent leur production charbonnière qui représente quelques dizaines de milliards de francs par an et ils souhaitent une évolution lente de leur industrie charbonnière. Ils ne sont guère favorables à la limitation de vitesse, vu leur type de production automobile, ni plus généralement à l'établissement de normes «brutales» contre l'effet de serre.» G.F.

En Europe

Prenant la parole à la suite de Jean-Pierre Sueur, Gérard Fuchs, député européen et secrétaire national du PS, approfondit, dans sa dimension européenne, l'examen des relations entre écologie et socialisme: «Au niveau européen le problème de l'environnement a fait une apparition relativement tardive, puis une entrée en force à travers la prise de conscience des dangers que, pour la première fois, l'action de l'homme sur l'environnement, fait courrir à la planéte. L'Europe a désormais conscience que l'environnement n'est plus un «bien libre», qu'il a un coût, moindre s'il s'agit encore de prévenir que de réparer les dégâts. De même, «nous avons pris conscience de l'inanité des réponse nationales à la plupart des questions écologiques. Nous savons que les pluies acides ne s'arrêtent pas au Rhin: dans les Vosges on en subit aussi les effets.»

Ceci posé, le «laboratoire européen» est un excellent observatoire des relations politiques entre socialistes et écologistes de parti: «il y a le même type de relations au parlement européen, entre les verts et les socialistes et sociaux démocrates, que nous aurons peut-être dans quelques années au niveau de nos parlements nationaux».

«Le courant écologiste est représenté au parlement européen à la fois par les verts (29 élus assez divers quant à leur projet politique), et par la composante écologiste des grands partis socialistes et sociaux démocrates, notamment d'Europe de Nord. Il est clair qu'on ne peut parler d'environnement au parlement européen sans intégrer les sensibilités écologistes du SPD, le Parti Social Démocrate allemand, et d'un certain nombre de représentants d'Europe du Nord. Il nous faut donc examiner quelles relations nous devons nouer avec eux, au sein de la commission Environnement du parlement européen... Mais il y a aussi une relation droite-gauche au parlement européen, et dans cette relation, les Verts sont juste à la charnière.

Alliances

Nous sommes donc, les groupes socialistes européens, en situation permanente de rechercher l'alliance avec les Verts, et il nous faut engager avec eux un dialogue politique... Ce qui oblige à regarder clairement les choses: il y a dans le courant écologiste actuel les risques d'une dérive. Ils ont en un sens, gagné: plus personne n'imagine aujourd'hui de traiter un problème quel qu'il soit sans prendre en compte ses effets sur l'environnement. On ne dissocie plus, aujourd'hui, l'homme de l'environnement, mais certains font parfois craindre qu'on ne dissocie l'environnement de l'homme, comme l'a souligné Jean-Pierre Sueur. Nous vivons quotidiennement le risque d'un totalitarisme de l'environnement, et nous devons être capables de trier dans cette mouvance ceux avec qui nous pouvons dialoguer et ceux avec qui le dialogue ne pourra que rester difficile...»

Partant du principe qu'il existe des problèmes politiques que ne recouvre pas la dimension écologiste, Gérard Fuchs propose d'examiner l'attitude des Verts à cet égard: «la position de certains des Verts au parlement européen sur des questions comme la levée de l'immunité parlementaire de Le Pen, rejoint la position des Verts français, par exemple aux élections municipales de Villeurbanne... Et cela pose problème!... Au niveau international, quand Waechter nous reproche d'avoir soutenu l'Irak il y a quelques années, je réponds : fallait-il laisser gagner l'Iran ? Et quand certains leaders verts nous disent que le Clémenceau doit faire demi-tour, je réponds: voulons-nous laisser l'Irak continuer sa progression vers l'Arabie Saoudite ? Nous ne pouvons pas concevoir la France, ni l'Europe, comme un îlot politique, ni n'intervenir dans le monde que sur les problèmes de déchets et de toxicité».

Le vert est-il une couleur politique ?

Si les Verts veulent devenir un véritable parti, ils devront répondre clairement à des questions politiques: attitude vis à vis du Front National, rôle de la communauté européenne dans le monde, positionnement sur l'axe droite-gauche... «Car enfin, un parti Vert doit être - je suppose - convaincu que les changements qu'il veut opérer passent pour lui par l'exercice du pouvoir. Et comme il n'est pas imaginable que, dans un avenir prévisible, les Verts accèdent seuls au pouvoir, il leur faudra choisir entre la droite et la gauche, ou au moins entre les forces progressistes et les forces conservatrices».

Après avoir fait remarquer que les Verts européens sont plus ouverts au dialogue que leurs homologues français en général et en particulier

• • •

leur premier animateur, Gérard Fuchs constate :»C'est l'un des aspects positifs de la communauté européenne que d'accueillir entre les socialistes et les verts, un dialogue véritablement politique: nous discutons ensemble, au parlement européen, de l'attitude à avoir sur des sujets aussi éloignés de l'environnement que la libération de Nelson Mandela, le Front National, les inégalités à l'école etc... C'est là une excellente chose, et je crois qu'aujourd'hui, ce qui importe pour nous, ce n'est pas seulement comment prendre en compte les problèmes de l'environnement?, mais aussi, comment prendre en compte les forces qui prétendent à la représentativité exclusive de ces problèmes? à savoir les Verts. Ce que nous faisons ici en leur posant les questions qui nous semblent fondamentales en politique».

Rationalisme

Alain Richard, député du Val d'Oise et membre du Bureau Exécutif du PS, prend quant à lui le problème par l'autre bout. «En considérant les pouvoir locaux récemment conquis, en examinant l'entrée des associations dans l'univers de la gestion, les effets de la décentralisation, bref, le degré actuel de responsabilisation collective, nous entrevoyons l'émergence d'une nouvelle façon de faire de la politique, une nouvelle vision du pouvoir. Et je crois que nous avons le droit de penser, nous rocardiens, que nous y sommes pour quelque chose»... Il reste que les écologistes dérangent le champ politique: «Nous pourrions refuser cette interpellation, car lorsque l'écologie prétend à être une force politique, e lle en adopte très vite les travers: bureaucratie, fermeture, démagogie. Souvenons nous comment a surgi par miracle une liste Verte aux élections européennes. Ce n'était pas un grand moment de démocratie! N'oublions pas non plus le grand silence qui entoure le débat du TGV méditérannée du côté des Verts... Oui, nous aurions de bonnes raisons d'attaquer... Mais je crois que ce serait une erreur. Même en sachant que le vote écologiste est souvent l'effet, moins d'une préoccupation écologiste, que d'une récusation du politique tel qu'il se pratique, encore trop souvent, aujourd'hui: ne nous faisons aucune illusion, nous avons plus fait pour le développement du parti vert avec la loi d'amnistie sur le financement des partis politiques qu'avec l'implantation de n'importe quelle usine polluante !»

LOMÉ 89

La convention de Lomé réunit les 12 pays de la Communauté et les 69 pays d'Afrique sub-saharienne, des Caraïbes et du Pacifique. Pour la première fois, la nouvelle Convention de Lomé, signée au Togo en décembre de l'année dernière, s'intéresse à l'environnement : lutte contre la désertification, protection des forêts tropicales évidemment, mais aussi mesures contraignantes comme l'interdiction d'exporter des déchets toxiques des pays de la communauté vers les pays de la Convention. «Chacun sait que les industriels étaient ces dernières années de plus en plus nombreux à considérer les pays du tiers monde comme un dépotoir, avec la complicité des régimes concernés sur place».

Des problèmes vrais

Renvoyer l'interpellation écologiste serait une erreur, car les problèmes que pose l'écologie sont des problèmes vrais: «ils révèlent les insuffisances du marché, l'aveuglement d'une organisation industrielle centrée sur sa propre reproduction et visant le court terme, ils révèlent aussi les insuffisances du politique. Il nous faut donc non seulement assumer cette interpellation, mais la partager, car nous devons y voir ce qui est une de nos propres quêtes en politique, une quête ni achevée, ni satisfaite: l'exigence, dans l'égalité, de la convivialité, l'exigence d'un ressourcement, de changements profonds dans une culture et une société politique marquées par le rationalisme... Dans le double sens du mot culture, d'ailleurs, n'y a-t-il pas la reconnaissance de ce que tirer la création de nos sentiments et de nos passions, c'est la même chose que de tirer notre nourriture du sol qui est sous nos pas ?... Nous sommes attachés à l'idée du raisonnement, du rationnel, bien sûr, et à juste titre, mais n'oublions pas que les sonorités de Mozart, les couleurs de Turner ne sont pas nées d'un raisonnement».

Le débat est ouvert

En conclusion, Gérard Lindeperg, coordinateur des amis de Michel Rocard, qui se refuse à «clore un débat que cette journée a précisément pour but d'ouvrir», souligne: «en posant les problèmes de fond, je crois que nous rendons service aux écologistes qui militent hors de notre parti, en les obligeant à se situer politiquement; à notre parti, en contribuant à préciser les contours d'une nouvelle synthèse politique entre écologie et socialisme et au bout du compte, je crois que nous rendons service à la démocratie française en contribuant à clarifier le débat politique».
Pas de complaisance donc, pas de gadget: «notre propos ne consiste pas à rajouter un appendice Vert à notre programme, mais à tenter d'inscrire la dimension écologique au coeur de notre projet et de notre pratique politique». Le débat est ouvert.

■